



Numéro 119 - Juin 2007

## NOTRE OPINION

- Plantations d'arbres, arbres GM et agrocarburants : appel à la CDB

## LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- Brésil : des indiens amazoniens sont obligés de quitter leur isolement
- Équateur : mobilisation pour un pays sans industrie minière à grande échelle
- Indonésie : la forêt sous l'assaut de l'industrie forestière
- Laos : Point de succès sans échec. Politique vs réalité dans le secteur forestier
- Les peuples autochtones d'Afrique centrale perdent leur forêt et, avec elle, leur santé

## LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- Afrique du Sud : les plantations commerciales d'arbres, une option de développement pour les zones rurales « à prendre ou à laisser »
- Brésil : réponse à la tentative de Veracel d'obtenir le label FSC pour ses plantations
- Équateur : clameur populaire pour la révision du plan agro-forestier
- Indonésie : vision commune sur les moyens d'enrayer l'expansion des plantations d'arbres à pâte
- Réunion en Europe avec des banquiers, à propos de finances et d'usines de pâte
- Thaïlande : une façade écologiste pour Advance Agro

## LES AGROCARBURANTS

- Les agrocarburants : un pas de plus vers la concentration du pouvoir
- Des plantations d'eucalyptus pour fabriquer des biocarburants : de mal en pis

## LE COMMERCE DU CARBONE

- Les nouvelles règles proposées pour le MDP vont encourager le déboisement et subventionner l'industrie des plantations
- Brésil : troisième tentative de V&M d'inscrire ses plantations au MDP

## NOTRE OPINION

### – Plantations d'arbres, arbres GM et agrocarburants : appel à la CDB

L'objectif principal de la Convention sur la diversité biologique (CDB) est la conservation et l'usage durable de la diversité biologique du monde. Il semble donc évident que ses signataires devraient s'occuper avec soin de tout ce qui menace la diversité biologique.

Étant donné que l'Organe subsidiaire chargé de donner des avis scientifiques, technologiques et techniques à la Convention (OSASTT) se réunira à Paris début juillet, nous estimons que l'occasion est bonne pour parler des effets sur la diversité des plantations d'arbres en régime de monoculture, des arbres génétiquement modifiés et de la production d'agrocarburants.

En ce qui concerne les plantations d'arbres, leur expansion est en train d'affecter la diversité végétale et animale, en particulier (mais non seulement) dans les tropiques riches en diversité biologique. Malgré cela, les organes officiels continuent de définir ces plantations comme des « forêts », ce qui leur donne une bonne image. Nous pensons que la CDB devrait s'opposer, du point de vue de la diversité biologique en général, à l'utilisation des termes « plantations forestières » et « forêts plantées » pour désigner les plantations d'arbres en régime de monoculture. À cet égard, l'OSASTT pourrait fournir des avis scientifiques à la Conférence des Parties, et lui demander de distinguer clairement les forêts des plantations d'arbres et d'inclure ces dernières parmi les dangers pour la diversité biologique qu'il faut analyser et combattre de façon appropriée.

En ce qui concerne les arbres génétiquement modifiés, la dernière Conférence des Parties (CdP 8) avait pris une initiative positive et importante (Décision VIII/19), recommandant aux Parties « d'adopter une approche de précaution lorsqu'elles examinent la question des arbres génétiquement modifiés ». Dans une lettre adressée au secrétariat de la CDB en novembre 2006, un groupe nombreux d'ONG apportait des informations et des analyses sur le danger que comportent les arbres GM, concluait que « les arbres GM n'ont aucun rôle à jouer dans la conservation de la diversité biologique des forêts du monde ; au contraire, ils risquent fort de réduire la diversité biologique des forêts, avec toutes les conséquences d'ordre social que cela comporte », et ajoutait que « les connaissances scientifiques actuelles, quoique incomplètes, indiquent que cette technologie pourrait provoquer l'extinction des espèces végétales et animales des forêts, ce qui aurait de graves effets négatifs sur la diversité biologique ». La lettre exhortait la CDB à « avancer dans le sens de la décision des Parties, qui recommande l'adoption d'une approche de précaution, en adoptant la décision à effet obligatoire immédiat d'interdire la commercialisation d'arbres GM ». Sur ce point aussi, nous pensons que l'OSASTT pourrait jouer un rôle important en recommandant l'interdiction mentionnée.

En ce qui concerne les agrocarburants, il est évident que les plantations pour les fabriquer sont fortement encouragées dans le monde entier et surtout dans le Sud. Dans la plupart des cas, il s'agira de divers produits agricoles (canne à sucre, soja, maïs et autres), d'arbres et de palmiers à huile plantés en régime de monoculture sur de vastes étendues. Toutes ces plantations, qui s'accompagneront d'applications intensives de produits chimiques, porteront atteinte à la diversité biologique. Pour aggraver encore les choses, dans le cas des plantations d'arbres des recherches sont en cours en vue de les modifier génétiquement pour produire de l'éthanol. Là encore, l'OSASTT pourrait fournir à la CDB des informations importantes sur les conséquences pour la diversité biologique du développement des agrocarburants.

Les dangers pour la diversité biologique que nous venons d'énumérer n'ont pas encore reçu une attention suffisante de la part de la CDB. Nous espérons donc que l'OSASTT s'y attellera lors de sa prochaine réunion et fournira les avis scientifiques nécessaires à la Conférence des Parties.

## LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

### – Brésil : des indiens amazoniens sont obligés de quitter leur isolement

En mai de cette année, un groupe d'indigènes vivant jusqu'alors en isolement volontaire s'est mis en contact avec le monde extérieur. Cela s'est passé dans le Nord de l'État de Pará. Les indigènes ont marché pendant cinq jours et parcouru plus de cent kilomètres à travers la dense forêt amazonienne ; ils ont traversé la frontière de Mato Grosso et sont arrivés à l'improviste dans un village des indiens Kayapó.

Il est important de signaler que ce contact n'a pas été le résultat d'une décision librement prise mais d'une incursion d'exploitants forestiers dans leur territoire, qui les a obligés à fuir et à entreprendre cette longue et dure traversée jusqu'au village.

Il s'agit d'un groupe de 87 indiens Metyktire (un sous-groupe des Kayapó), qui avaient été initialement contactés en 1950 mais qui avaient décidé à l'époque de retourner dans la forêt ; depuis, ils ont toujours vécu en isolement volontaire.

D'après les rapports, le premier contact a été fait par deux hommes qui ont produit des sons devant l'une des maisons du village et qui ont été vus par deux jeunes gens. Une fois surmontée la méfiance mutuelle suscitée par cette rencontre inattendue, le reste du groupe est entré peu à peu dans le village Kayapó.

Par précaution, il a été décidé que seuls les membres du village peuvent avoir des contacts avec les Metyktire, pour éviter la contagion de maladies contre lesquelles ils n'ont pas de défenses immunologiques. Le village est habité par des indiens de la même ethnie qui, dans les années 50, avaient décidé d'établir des contacts avec les blancs. Le leader du village, Megaron Txucarramae, qui est également délégué auprès de la FUNAI (Fondation nationale indigène du Brésil), est l'interlocuteur des nouveaux venus. D'après la FUNAI, on ne sait pas encore s'il y a d'autres Metyktire dans la forêt, blessés ou morts, ou qui n'aient pas encore décidé d'en sortir.

On croyait que les Metyktire avaient disparu ; personne ne savait où ils étaient. Ils ont été accueillis avec beaucoup de joie par les Kayapó, avec des chants et des danses. Les images ne sont pas encore disponibles mais on peut entendre les enregistrements des chants qui ont été transmis par la radio locale (voir <http://www.survival-international.org/news/2462>). D'après les récits, les Metyktire parlent une version plus pure du mebengokré (la langue des Kayapó), ils sont grands et forts, ils portent les cheveux longs et le « botoque » (un disque de bois inséré dans la lèvre inférieure).

Gilberto Hazaña et Sydney Possuelo, du Centre de travail sur les indigènes, disent les peuples qui vivent en isolement volontaire « ... le long de cette période (500 ans !) ont cherché des régions isolées pour s'y réfugier, des régions non convoitées par l'acharnement mercantiliste (ou missionnaire) de nos 'fronts d'expansion'. Nous estimons qu'il existe encore dans l'Amazonie (surtout brésilienne, mais aussi bolivienne, péruvienne, colombienne, vénézuélienne, équatorienne et guyanienne) des dizaines de peuples autochtones qui vivent presque de la même manière qu'il y a cinq cents, six cents ou mille ans : vêtus seulement de parures de plumes ou de cache-sexe, vivant de la chasse, la pêche, la cueillette et l'agriculture artisanale, se servant de haches de pierre et utilisant le feu, sans maladies virales et dans un environnement plantureux. Il est indéniable que la plupart des peuples isolés de l'Amazonie se trouve aujourd'hui une situation extrêmement grave, du fait de l'avancée des fronts prédateurs (forestiers et miniers) sur les dernières zones vierges de la région ».

Ce récent contact du peuple Metyktire est une bonne occasion pour réfléchir à l'avenir de ces peuples, sans tenir compte du côté pittoresque ni de la couverture sensationnaliste qu'en font la plupart des médias.

Premièrement, il faut bien se rappeler qu'ils ne se sont pas mis en contact par leur propre décision. Bien au contraire : d'après les premières versions, ils échappaient aux exploitants forestiers et ils ont fui pendant cinq jours à travers la forêt dense pour arriver finalement chez leurs frères Kayapó. C'est-à-dire qu'ils auraient pu être abattus par les forestiers – comme c'est arrivé dans bien des cas – sans laisser de traces ; heureusement, ils ont pu échapper.

Bien d'autres questions se posent : quel avenir peuvent avoir ces communautés lorsqu'elles sont forcées de contacter le monde extérieur où règne le mercantilisme et où le plus intéressant de l'affaire va être la diffusion d'images montrant des indiens nus qui portent le « botoque » aux lèvres ? Quel avenir auront-elles en s'intégrant à un pays – et à un monde – où règne le racisme et où la plupart des indigènes vivent dans la pauvreté extrême ? Quel sera l'avenir des dizaines de communautés qui habitent encore la forêt, au Brésil surtout, et dont les territoires sont livrés aux entreprises forestières, minières et pétrolières au nom du « développement » et de la « croissance économique » du pays ?

Peut-être le plus important serait-il de nous demander ce que nous pouvons faire pour que les droits de ces peuples soient respectés et qu'ils puissent décider librement s'ils veulent vivre isolés ou non.

À cet égard, nous sommes d'avis qu'il faut d'abord faire savoir qu'ils existent et réussir à faire comprendre et à faire respecter leur décision de vivre en isolement. Il faut que les gens comprennent qu'il ne s'agit pas de peuples ignorants qui vivent dans la misère, mais de peuples qui ont une culture à eux, adaptée à utiliser durablement « l'environnement plantureux » où ils habitent.

Parallèlement, il est indispensable de faire en sorte que les gouvernements reconnaissent les droits territoriaux de ces peuples – des droits antérieurs à l'existence des États nationaux actuels – et qu'ils veillent à les faire respecter en empêchant l'accès à leurs territoires des exploitants forestiers, miniers ou autres qui viennent les détruire.

Sans l'appui de la société extérieure, ces peuples ne pourront pas défendre leurs territoires ancestraux contre des envahisseurs armés et sans scrupules, et n'auront d'autre choix que de contacter le monde extérieur ou disparaître. C'est pourquoi nous appelons tout le monde, et en particulier les peuples des pays amazoniens, à redoubler d'efforts pour protéger les droits des peuples indigènes qui vivent en isolement volontaire.

Article rédigé à partir d'informations tirées de : "Indio brabo", article de Rodolfo Salm publié dans Correio da Cidadania, <http://www.correiodacidade.com.br/content/view/434/57/> ; Survival International, <http://www.survival-international.org/news/2462> ; Bulletin n° 87 du WRM, <http://www.wrm.org.uy/bulletinfr/87/vue.html>.

[index](#)

---

## **– Équateur : mobilisation pour un pays sans industrie minière à grande échelle**

Les communautés équatoriennes affectées par l'industrie minière ont convoqué une mobilisation le 5 juin, date de la journée mondiale de l'environnement. Divers points de résistance ont été désignés dans tout le pays, à Imbabura, Quito, Chimborazo, Cañar, Azuay, El Oro, Zamora et Morona. Bien que la manifestation se soit déroulée de façon pacifique, la police a réprimé les premiers jours les communautés mobilisées, surtout à Tarqui, Victoria del Portete, Molleturo et San Carlos-Balao, provoquant par sa brutalité l'indignation de la population, qui réclame maintenant une enquête et des sanctions pour les responsables.

La mobilisation a été quand même un succès. Des milliers de personnes affectées par les grands projets miniers y ont participé dans les régions du pays où les conflits sont les plus graves. Cela a encouragé les communautés et les organisations constituées, telles que la Coordination nationale pour la défense de la vie et de la souveraineté, à continuer de lutter pour réaliser les objectifs proposés dans leur plateforme et d'avancer vers le moment où l'Équateur sera déclaré « pays sans industrie minière à grande échelle ». D'autre part, les efforts déployés par les communautés

ont contribué à thématiser définitivement le problème des mines au plan national et international.

L'un des aspects les plus préoccupants pour les communautés qui s'opposent à l'activité minière dans le pays est que le gouvernement ne semble pas avoir la volonté politique de respecter et de faire respecter la Constitution et les intérêts collectifs des Équatoriens face à la terrible menace qui pèse sur les vies des communautés affectées du fait de l'omniprésence des transnationales minières et de leur mise en fonctionnement, imminente dans certains cas. En s'opposant à l'industrie minière, les communautés défendent leurs droits, leur eau, leurs forêts et un environnement sain pour les générations futures. De leur côté, les entreprises minières font appel à la police ou à leurs propres services de sécurité, et se servent des dénommés « intermédiaires communautaires » pour harceler et effrayer la population et les dirigeants, ce qui crée une situation d'insécurité et de violence permanente (cf Bulletin n° 118).

Dans la province amazonienne de Zamora, le canton Yantzaza est tout à fait envahi par les concessions minières. Cette région, riche d'une flore et d'une faune uniques au monde, possède encore des forêts touffues qui ont réussi à survivre aux attaques de la logique prédatrice dominante depuis l'époque de la conquête. Zamora Chinchipe est en outre le berceau de peuples originaires ; la région a accueilli des familles d'autres provinces, déplacées par le déboisement, la sécheresse et les graves problèmes qui s'ensuivent. L'agriculture qu'ils ont développée dans les bassins fertiles des fleuves leur permet d'être autosuffisants en matière d'alimentation et de fournir des aliments sains à d'autres régions du pays. Le Réseau pour la défense de la nature, la dignité et la vie de cette province déclare : « Nous voulons que l'État définisse des politiques qui nous aident à nous établir et à rester dans nos villages, dans un pays dont nous rêvons qu'il soit écologique et agricole, et non minier ».

Sur les pentes occidentales des Andes, la communauté de la zone nord-occidentale d'Intag, dans la province d'Imbabura, défendent elles aussi leur forêt tropicale brumeuse, l'habitat d'une diversité biologique unique au monde. Grâce à un processus d'organisation pionnier dans le pays, ces communautés ont mis au point une multiplicité d'activités productives qui confirment les désavantages de l'extraction minière, car celle-ci impliquerait non seulement le déplacement de familles et de populations entières mais la destruction de ces forêts d'une si grande valeur.

Ces communautés déclarent aussi, par l'intermédiaire de la Coordination nationale, leur « décision de faire pression sur le gouvernement jusqu'à ce qu'il décide d'agir en faveur du peuple ». L'activité anti-minière a rencontré des obstacles ces derniers jours, du fait de la démission du Ministre de l'Énergie et des Mines, Alberto Acosta. En principe, celui-ci avait l'air disposé à appuyer les communautés et certains le considéraient comme un allié possible au sein du gouvernement, bien qu'il n'ait pas pris d'initiatives concrètes dans le sens d'une des réclamations fermes des communautés affectées, à savoir le retrait des concessions minières. Il semble évident que le ministre Acosta a quitté son poste sous les pressions de divers groupes d'intérêts ; il est maintenant candidat à la prochaine Assemblée constituante.

Avec ou sans un ministre allié, la lutte contre l'industrie minière continue de convoquer tous les secteurs de la société à participer à la mobilisation que l'on prétend poursuivre jusqu'à la fin juin, dans le but de freiner l'invasion des transnationales qui prétendent saccager les minéraux du sous-sol et laisser dans le pays la pauvreté, le chômage, la contamination environnementale et sociale. La Coordination nationale exhorte le gouvernement à « écouter les clameurs de milliers de familles qui défendent leur vie et la dignité nationale et à agir d'urgence, en annulant les concessions, en suspendant sans délai les activités des transnationales minières dans tout le pays et en leur exigeant de quitter nos communautés ».

Vis-à-vis de l'Assemblée constituante, les communautés mobilisées proposent d'autres mesures : que toute l'Amazonie, ainsi que les sources et les rives des fleuves soient déclarées réserves écologiques intangibles pour les intérêts commerciaux privés d'extraction et d'exploitation ; que l'eau superficielle et souterraine soit à l'abri de toute privatisation ; que les ressources naturelles soient nationalisées et utilisées en fonction des caractéristiques écologiques, sociales, culturelles et ancestrales des peuples et des communautés ; que les communautés victimes de dommages écologiques, psychologiques et sociaux causés par les activités minières soient indemnisées ; que l'on

adopte un cadre juridique visant à améliorer les pratiques minières artisanales ; que les agriculteurs reçoivent des garanties en matière de possession du sol et du sous-sol, et que leur activité passe avant l'activité minière ; que les communautés soient garanties contre le déplacement.

Guadalupe Rodríguez, adresse électronique : [guadalupe@regenwald.org](mailto:guadalupe@regenwald.org)

[index](#)

---

## **– Indonésie : la forêt sous l'assaut de l'industrie forestière**

La forêt tropicale de l'Indonésie est la troisième du monde en ordre de grandeur, après celles du Brésil et de la République démocratique du Congo. Bien qu'elles ne représentent que 1,3 pour cent de la surface boisée mondiale, les forêts indonésiennes abritent 10 pour cent des espèces végétales, 12 pour cent des mammifères, 17 pour cent des reptiles et amphibiens, et 17 pour cent des oiseaux. De par la richesse de sa faune, l'Indonésie est le deuxième pays du monde. En outre, ses forêts sont le foyer d'espèces en péril d'extinction, telles que l'orang-outang, le tigre, le rhinocéros et l'éléphant asiatique.

Les forêts sont la deuxième source de revenus de l'Indonésie, après le pétrole. Pendant la présidence de Suharto, ces revenus furent utilisés pour le maintenir le régime du Nouvel Ordre pendant trente-deux ans. Les opérations forestières, sous la forme de concessions (Hak Pengusahaan Hutan – HPH), de plantations industrielles d'arbres (Hutan Tanaman Industri – HTI) et d'autres plantations (comme le palmier à huile et l'hévéa) furent distribuées à la famille, les amis et les partenaires du président, sans compter les principales autorités militaires et les élites politiques, pour récompenser leur loyauté. Ceux qui contrôlaient les forêts bénéficiaient d'un pouvoir et d'une fortune considérables.

Or, pour les communautés villageoises tributaires des forêts, celles-ci ont un sens tout à fait différent. La gestion excessive et destructrice a dépouillé les forêts, portant grave préjudice aux pauvres de la campagne. Pour ces personnes, les valeurs culturelles sont liées à la forêt. La plupart des populations rurales qui habitent en dehors des îles densément peuplées de Java, Bali et Madura, pratiquent une combinaison d'agriculture de subsistance et commerciale en cultivant du riz gogo (une variété de riz de montagne sans irrigation), d'autres cultures annuelles et des arbres. Ils récoltent en outre divers produits de la forêt, tels que rotin, miel, résine, herbes, fruits, poissons et gibier, à des fins domestiques et commerciales. À Sumatra et Kalimantan, près de sept millions de personnes tirent leur subsistance de leurs plantations d'hévéas, qui couvrent un total d'environ 2,5 millions d'hectares. À Sumatra, les communautés gèrent, sans aide extérieure, quatre millions d'hectares de forêts, en appliquant des méthodes agroforestières diverses qui allient la forêt naturelle et les vergers.

Les communautés forestières ont une connaissance profonde de l'aménagement traditionnel des forêts, qu'elles ont héritée de leurs ancêtres. Cet aménagement traditionnel est spécifiquement reconnu dans la Constitution nationale de 1945.

La plupart des peuples des forêts ne possédant pas de documents écrits pour certifier la propriété, le gouvernement Suharto ignore les droits autochtones et prit le contrôle des vastes et profitables forêts indonésiennes. Le programme de développement du régime du « Nouvel Ordre » était fondé sur l'exploitation des forêts du pays. L'État réclama plus de 90 pour cent des terres boisées à l'extérieur de Java. Ces « forêts étatiques » furent désignées dans certains cas sans suivre la procédure correcte, dans d'autres sans payer aux communautés concernées les indemnités requises. Des forêts mûres, que les populations autochtones avaient aménagées de façon durable pendant des générations et qui étaient riches en flore et en faune, furent affectées à la production de bois et transformées en vastes plantations d'arbres exotiques de croissance rapide.

L'expansion accélérée et le développement des industries de traitement du bois dépassèrent la capacité de

production des régions boisées et des plantations. De ce fait, les exploitants forestiers pénétrèrent plus profondément dans les forêts naturelles, coupant des arbres autant dans les zones protégées que dans les forêts domaniales que les communautés autochtones réclament encore. La Banque mondiale, qui a récemment critiqué l'abattage illégal suscité par le développement excessif de l'industrie de la pâte, est elle-même en partie responsable du problème. Dans les années 1980, la Banque mondiale fut l'un des organismes impliqués dans la promotion de l'expansion de l'industrie de la pâte et du papier. En 1984, par exemple, la Banque mondiale finança une étude, réalisée par la société finnoise Jaakko Pöyry, dont le but était de « renforcer la structure de l'industrie indonésienne de la pâte et du papier ».

D'après une recherche de l'ONG indonésienne WALHI, au moins 72 pour cent des forêts du pays ont été détruits. Dans un communiqué de presse, WALHI signalait en 2004 que le taux de déboisement de l'Indonésie ayant atteint 3,8 millions d'hectares par an, il était le plus élevé du monde. Pour mieux comprendre cette destruction, disons que cela équivaut à six terrains de football par minute. Cela veut dire aussi que le gouvernement de l'Indonésie perd, chaque minute, 1 300 dollars d'impôts et de droits de douane non perçus (soit, en moyenne, le triple du revenu annuel d'une famille indonésienne), tandis qu'une poignée de conglomérats et une élite d'hommes d'affaires empochent 24 000 USD, grâce au pillage des forêts du pays.

Ce déboisement accéléré a eu des conséquences diverses et répandues. Les effets sur l'environnement comprennent la disparition d'une diversité biologique unique, l'augmentation de la fréquence des inondations et des sécheresses, la diminution de la quantité et de la qualité de l'eau, et la prolifération des incendies de forêt qui polluent l'air et contribuent au changement climatique.

Bien que les gens soient de plus en plus conscients de ces effets sur l'environnement, ils connaissent mal et parlent rarement des conséquences de l'extraction forestière illégale pour les droits de l'homme. La surcapacité de l'industrie de traitement du bois et l'incapacité des plantations industrielles d'arbres à satisfaire la demande ont provoqué l'exploitation destructrice, légale et illégale, des forêts de l'Indonésie. Comme dans d'autres secteurs où l'illégalité est profitable, les réseaux criminels jouent un rôle important dans le chantage et la protection des opérations illicites et ils n'hésitent pas à recourir à la violence pour éliminer toute opposition. En Indonésie, le secteur illégal et l'usage de la violence sont souvent associés aux fonctionnaires gouvernementaux.

Paradoxalement, le déboisement et la perte des moyens de vie des populations locales sont encouragés par les politiques gouvernementales, censément destinées à apporter la prospérité à la nation. Le concept de développement de Suharto, comme celui de beaucoup de pays industrialisés émergents, comportait d'accélérer l'expansion de l'économie par l'exploitation des ressources naturelles. Or, l'expansion de l'économie devint finalement moins importante pour Suharto que la consolidation de son pouvoir au moyen du patronage politique, et c'est dans ce but qu'il distribua des permis pour l'exploitation des ressources naturelles. Plus de 62 millions d'hectares de forêts furent accordés en concessions (HPH), sans un processus d'adjudication approprié, à des magnats et des entreprises forestières étatiques qui avaient des liens avec la famille de Suharto ou avec les militaires. Or, depuis la chute de Suharto en 1998, le pays continue de subir l'héritage de son régime en matière de mauvais gouvernement forestier et d'absence d'application des lois.

Extrait et adapté de : "Social conflict and environmental disaster: A report on Asia Pulp and Paper's operations in Sumatra, Indonesia", Rivani Noor et Rully Syumanda, août 2006, <http://www.wrm.org.uy/countries/Indonesia/Book8.pdf>.

[index](#)

---

## – Laos : Point de succès sans échec. Politique vs réalité dans le secteur forestier

Au cours de la décennie passée, les organismes de crédit ont investi des dizaines de milliers de dollars dans

l'amélioration de la gestion forestière du Laos, dans le but déclaré de contribuer au développement rural et à la sécurité des moyens de vie. Or, malgré ces investissements, qui ont compris entre autres des projets milliardaires financés par la Banque mondiale, le gouvernement de la Finlande et l'Agence suédoise de coopération au développement (Sida), les forêts de production du Laos sont toujours aussi mal gérées.

Dans le dernier numéro de Watershed Magazine (vol. 12 n° 1, juillet 2006 – février 2007), Benjamin D. Hodgdon, expert forestier et écologiste social avec dix années d'expérience en Indochine, rapporte le cas d'un projet mis en oeuvre avec le soutien d'une ONG et qui vient d'être suspendu par le gouvernement du Laos, pour montrer les graves problèmes qui hantent les forêts de production du pays.

Son article (No success like failure: Policy versus reality in the Lao forestry sector) offre un aperçu peu fréquent de la réalité du secteur forestier laotien, une réalité en contraste frappant avec la législation forestière adoptée par le gouvernement sur l'ordre de ses principaux bailleurs de fonds.

L'article présente d'abord les arguments en faveur de la foresterie communautaire dans le cas du Laos, ainsi que la mise en oeuvre de la version laotienne de cette foresterie communautaire, centrée surtout sur la production de bois et dénommée « aménagement forestier durable et participatif » (AFDP). Cette politique, résultat d'un processus de dix années soutenu par la Banque mondiale et le gouvernement de la Finlande, stipule noir sur blanc que les villageois qui habitent dans ou à proximité des zones désignées forêts de production ont le droit de participer à la planification et à la gestion de la forêt et le droit de percevoir un pourcentage significatif des profits de la vente du bois.

Voilà la norme. La réalité est quelque chose de très différent.

Pour illustrer ce point, Hodgdon raconte le cas d'un projet soutenu par le WWF, dont le but était de lancer l'AFDP dans la province de Xekong, une province lointaine et majoritairement indigène du Sud du pays. Le projet, qui concernait une zone de 10 000 hectares dénommée Phou Theung, travaillait avec les organismes forestiers des gouvernements provincial et central et visait à impliquer sept villages (des peuples ethniques Krieng, Alak et Souay) à la planification et la gestion de la forêt, en application de la législation nationale sur l'AFDP.

Or, avec le temps, et surtout lorsque la saison de coupe battait son plein, de graves irrégularités de la part des partenaires gouvernementaux du projet sont devenues apparentes.

« Il était fréquent que les forestiers quittent leur travail dans le projet ou soient transférés pour travailler avec des entreprises qui sortaient illégalement du bois de la zone du projet », écrit Hodgdon. Lorsqu'on leur en a présenté des preuves, les autorités provinciales ont plaidé l'ignorance ou affirmé qu'il s'agissait d'activités menées « en fraude ». En fait, comme le montre l'article, « les fonctionnaires gouvernementaux connaissaient parfaitement et avaient approuvé » ces extractions illégales de bois.

Du fait des activités du projet pour améliorer la gestion des forêts et appliquer la législation nationale, des personnes haut placées du Ministère des Forêts et du gouvernement provincial de Xekong se sont mises d'accord pour le faire annuler, en alléguant que « seul l'État » a le droit de prendre des décisions en matière d'exploitation forestière.

L'annulation du projet, écrit Hodgdon, montre que bien des membres du gouvernement du Laos n'appuient pas l'AFDP, pour des raisons politiques et économiques. Du point de vue politique, le projet impliquait que le gouvernement n'aurait plus le pouvoir de décision en matière de ressources forestières de grande valeur ; du point de vue économique, il « se traduisait par une diminution de l'argent qui rentrait dans les poches de quelques personnes ayant de bons appuis ».

La conclusion de l'article est qu'il y a peu de chances de pouvoir imposer l'AFDP, à moins d'introduire des changements fondamentaux dans les institutions politiques et juridiques du Laos. « Bref, » dit Hodgdon, « il faut des

institutions démocratiques pour que les réformes démocratisantes, telles que la législation sur l'AFDP, puissent fonctionner ».

La version intégrale de cet article est disponible sur : [http://www.terrapeer.org/pic\\_water/Watershed%2012\(1\).pdf](http://www.terrapeer.org/pic_water/Watershed%2012(1).pdf).

[index](#)

---

## **– Les peuples autochtones d’Afrique centrale perdent leur forêt et, avec elle, leur santé**

Les cueilleurs chasseurs autochtones des forêts d’Afrique centrale, les dénommés Pygmées, comprennent au moins 15 groupes ethnolinguistiques différents, dont les Gyéli, les Kola, les Baka, les Aka, les Bongo, les Efe, les Mbuti, les Twa de l’Ouest et les Twa de l’Est, qui habitent dans dix pays centrafricains : Angola, Cameroun, Guinée Équatoriale, République centrafricaine, Gabon, République du Congo (le Congo), République démocratique du Congo, Ouganda, Rwanda et Burundi. On estime que leur population totale est de 300 000 à 500 000 personnes.

Le mot « pygmée » a parfois des connotations péjoratives, mais il est utilisé par les activistes autochtones et par les organisations qui les défendent pour englober les différents groupes de cueilleurs chasseurs et d’anciens cueilleurs chasseurs de la forêt d’Afrique centrale, et pour les distinguer d’autres groupes ethniques, économiquement et politiquement dominants, qui habitent également la forêt mais qui s’adonnent davantage à l’agriculture.

Les risques pour la santé des peuples pygmées sont en train de changer, à mesure que les forêts centrafricaines, qui sont la base de leur structure sociale, de leur culture et de leur économie traditionnelles, sont détruites ou expropriées par l’exploitation forestière, l’agriculture et les initiatives de conservation :

« ... depuis que nous avons été expulsés de nos terres, la mort nous suit partout. Presque tous les jours nous enterrons quelqu’un. Le village est en train de se vider. Nous sommes voués à l’extinction. Toutes les personnes âgées sont déjà mortes. Notre culture meurt elle aussi... » Un Twa déplacé du parc national Kahuzi-Biega, République démocratique du Congo.

Les Pygmées qui vivent de la façon traditionnelle forment de petits groupes égalitaires et mobiles dont les stratégies de survie comprennent la chasse, la cueillette, l’agriculture artisanale et l’échange de produits forestiers avec les agriculteurs voisins. Ils considèrent qu’ils appartiennent à la forêt, à laquelle ils sont intimement liés par l’intermédiaire des esprits de leurs ancêtres et de ceux de la forêt. Les communautés pygmées continuent d’habiter la forêt quand ils le peuvent, mais beaucoup d’entre eux passent maintenant davantage de temps sur les bords des routes, où ils ont plus de contact avec les communautés d’agriculteurs bantous, et ils dépendent davantage de l’agriculture et du travail payant.

Dans la région des Grands Lacs d’Afrique centrale, la coupe de grandes étendues de forêt a laissé sans terres les Twa, qui vivent maintenant dans la misère et s’efforcent de maintenir leur identité culturelle.

Le taux de mortalité est élevé dans les communautés pygmées, comme l’est le taux de fertilité. La cause de l’augmentation de la mortalité peut être associée à la perte de leur vie à la forêt. L’importance cruciale de la terre pour la survie est indiquée par la baisse de la mortalité que l’on aurait constatée chez les enfants de moins de 5 ans (de 59 % à 18 %) chez les familles twa d’Ouganda, une fois qu’on leur a donné des terres.

Lorsque les éléments de leur régime alimentaire disparaissent par suite de l’abattage destructeur ou du braconnage commercial, et qu’ils n’ont pas de terres pour planter des aliments de remplacement, la situation nutritionnelle des Pygmées se dégrade. Les enfants et les femmes enceintes sont les plus vulnérables, et le problème s’aggrave encore par l’effondrement de leurs systèmes traditionnels de partage des aliments.

En outre, la perte des forêts prive les communautés pygmées de leur célèbre pharmacopée traditionnelle composée de plantes médicinales, qui inclut des médicaments contre l'helminthiase, le ver de Guinée, la jaunisse, la malaria, la diarrhée, le mal de dents et la toux.

Lorsque les communautés pygmées passent davantage de temps à l'extérieur de la forêt dans des établissements fixes, l'incidence de la malaria et des parasites augmente, à cause de l'augmentation de la densité de la population et du manque d'installations sanitaires.

Les moyens culturels traditionnels d'éviter les tensions et la discorde (par exemple, les cérémonies nocturnes de chant destinées à restaurer l'harmonie entre les membres du groupe et la forêt) commencent à disparaître, tandis qu'augmentent l'alcoolisme et la violence domestique contre les femmes.

Dans la plupart de l'Afrique centrale rurale, les services essentiels de santé sont absents, fonctionnent de façon rudimentaire ou ont été détruits au cours de conflits. Même lorsqu'ils existent, de nombreux Pygmées ne les utilisent pas parce qu'ils ne peuvent pas payer les consultations et les médicaments, n'ont pas les documents ou les cartes d'identité nécessaires pour voyager ou pour être traités à l'hôpital, ou sont victimes de discrimination et d'humiliations.

Les peuples pygmées se sont avérés résistants ; des siècles durant, ils se sont adaptés à des situations nouvelles tout en préservant leurs différences culturelles, mais toujours à condition d'avoir accès à la forêt. Les groupes pygmées qui peuvent encore compter sur la forêt pour une large mesure sont, à plusieurs égards, en meilleure santé que les groupes d'agriculteurs voisins. D'ailleurs, c'est la forêt qui leur permet de se sentir à l'aise, et ce sentiment de bien-être est indispensable pour la santé mentale et spirituelle. En revanche, la perte des terres boisées et de leurs ressources et la sédentarisation qui s'ensuit augmentent pour eux les risques de nutrition insuffisante, de maladies infectieuses, de parasites et de SIDA, sans leur donner pour autant davantage de possibilités de se faire soigner.

Pour préserver et améliorer la santé des peuples pygmées, les gouvernements, les agences de développement, les missionnaires et les organisations non gouvernementales doivent oeuvrer pour les droits des Pygmées à leurs terres et leurs ressources coutumières, c'est-à-dire à la forêt.

Extrait et adapté de : "Health of Indigenous People in Africa", Nyang'ori Ohenjo, Ruth Willis, Dorothy Jackson, Clive Nettleton, Kenneth Good, Benon Mugarura, de la série Déterminants sociaux de la santé, [http://www.who.int/social\\_determinants/resources/articles/lancet\\_ohenjo.pdf](http://www.who.int/social_determinants/resources/articles/lancet_ohenjo.pdf).

[index](#)

---

## LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

### – Afrique du Sud : les plantations commerciales d'arbres, une option de développement pour les zones rurales « à prendre ou à laisser »

La page Web <http://www.southafrica.info>, publiée à l'intention de l'International Marketing Council d'Afrique du Sud, incluait en mars un article qui disait : « L'Afrique du Sud a décidé que les provinces d'Eastern Cape et KwaZulu Natal étaient fondamentales pour le développement du secteur forestier, du bois et du papier, et que le reboisement était un aspect essentiel de la stratégie à adopter ». Pour ceux qui ne connaissent pas le jargon forestier, il est important de signaler qu'en Afrique du Sud le mot « reboisement » désigne en fait la plantation en régime de monoculture d'essences exotiques sur de vastes étendues de l'écosystème de prairie indigène. L'article s'accompagnait d'une photo suivie du texte : « L'Afrique du Sud se tourne vers le secteur de la foresterie, du bois et du papier pour relancer l'investissement et l'emploi en Eastern Cape et KwaZulu-Natal ».

Après tant d'années d'expérience en matière de plantations d'arbres et de leurs conséquences pour les gens et l'environnement, il semble étonnant que l'industrie puisse parler sérieusement des plantations comme génératrices d'emploi et que le gouvernement puisse continuer de les encourager.

L'avantage de cet article (disponible sur [http://www.southafrica.info/doing\\_business/investment/opportunities/forestry-010307.htm](http://www.southafrica.info/doing_business/investment/opportunities/forestry-010307.htm)) est qu'il a suscité un débat intéressant. Ce qui suit est extrait d'un message envoyé par Sinegugu Zukulu, qui travaille pour l'Endangered Wildlife Trust, où il décrit son expérience personnelle dans le Nord du Zululand.

Sinegugu explique d'abord pourquoi il pense que « les gens vont accueillir ceci comme une grande initiative » : « c'est cela ou rien. La seule option de développement pour les zones rurales, à prendre ou à laisser ! ».

Il explique ensuite pourquoi l'option s'est déjà avérée mauvaise :

« J'ai eu l'occasion de voir ce que la foresterie a fait dans le Nord du Zululand. En 1995 ou 1996, je suis allé à Mtubatuba, rendre visite à une famille Mlambo qui fréquente la même église que moi à. C'était au milieu des plantations d'eucalyptus. Toutes les familles avaient transformé leurs terres en plantations de canne à sucre ou d'eucalyptus. Le résultat avait été que toutes les sources et tous les ruisseaux étaient en train de s'épuiser. Il y avait de longues queues devant ce qui avait été une source permanente. Les gens attendaient que l'eau monte. Lorsque je leur ai dit que c'était à cause des eucalyptus qu'ils avaient plantés, ils ne m'ont pas cru. J'ai prédit aussi que les ruisseaux et les sources allaient bientôt se tarir.

Quelques années plus tard, ils m'ont téléphoné pour me dire que ma prédiction avait été correcte. Les pâturages pour le bétail étaient partis, remplacés par les eucalyptus. L'eau des ruisseaux, qui coulait librement et en permanence à des endroits comme Mtunzini, était maintenant stagnante ou avait disparu.

Les gens étaient forcés d'aller tous les mois aux magasins pour s'approvisionner, car ces plantations commerciales ne produisaient pas d'aliments. Ceux qui n'avaient pas d'argent ont commencé à souffrir de faim. Les plantations de maïs qui étaient entourées de plantations d'eucalyptus se sont mises à jaunir, car les racines des eucalyptus s'étendaient partout et absorbaient toute l'eau. Les hautes températures les brûlaient, parce que les arbres empêchaient le vent frais de passer.

Est-ce bien cela qu'ils veulent pour nous ? Va-t-on informer les gens de tous ces effets secondaires ou conséquences environnementales ? Nous avons déjà plus que notre lot de plantations d'eucalyptus et d'acacia. À mon avis, c'est encore une de ces solutions miracle, sans une évaluation d'impact environnemental qui permette au public de savoir ce qu'elle implique. Le gouvernement de notre pays n'applique pas cette constitution merveilleuse que nous avons, qui garantit notre droit à un environnement sain, inoffensif et préservé pour les générations futures. Les évaluations d'impact environnemental (EIA) ne servent à rien si les gens ne sont pas éduqués pour s'engager dans le processus. Donc, le premier pas est d'éduquer le public. Notre gouvernement prend le risque d'implanter un mauvais développement parce qu'il sait que les habitants des zones rurales sont analphabètes.

Pour ma part, je n'appuierais pas ceci dans mon village. Je serais heureux d'appuyer n'importe quoi qui consiste à réduire le nombre des plantations d'eucalyptus que nous avons déjà. Ce plan est lui aussi destiné à satisfaire l'avidité des grandes entreprises forestières, telles que SAPPI et MONDI. Dans ce pays, les principales coupables de la diminution de la diversité biologique sont les plantations d'arbres. Elles sont aussi les premières à financer l'éducation en matière d'environnement. Il me semble très bizarre que les Centres d'éducation environnementale soient financés par les mêmes entreprises qui causent le problème. Les éducateurs s'en retrouvent coincés, car ils ne peuvent rien dire contre les coupables lorsqu'ils font leurs cours sur l'environnement. C'est absurde. »

Les problèmes énumérés par Sinegugu ne sont pas des inventions. Les mêmes, ou presque, ont été constatés et

documentés absolument dans tous les pays, de l'Amérique latine à l'Asie, où l'on a établi des plantations de ce genre. Jusqu'à quand le secteur de la pâte et du papier va-t-il prévaloir sur les gens et l'environnement ? Jusqu'à quand les gouvernements du Sud vont-ils appuyer cette activité destructrice ? Jusqu'à quand vont ils continuer de mentir à propos de l'emploi ?

Article fondé sur un courrier électronique envoyé par Sinegugu Zukulu. L'auteur a autorisé le WRM à utiliser son message.

[index](#)

---

## **– Brésil : réponse à la tentative de Veracel d'obtenir le label FSC pour ses plantations**

La société de certification SGS a lancé une consultation au sujet de la certification, au titre du FSC, des plantations d'eucalyptus de l'entreprise Veracel Celulose S.A. qui appartient à Stora Enso (Suède-Finlande) et à Aracruz Celulose (Norvège-Brésil). Ces plantations, qui occupent 78 000 hectares dans l'extrême Sud de l'État de Bahia, ont suscité une forte résistance au plan local (cf Bulletin n° 109). L'évaluation principale aura lieu entre le 23 et le 27 juillet 2007.

Nous publions ci-dessous une lettre ouverte qui, en plus de donner l'alerte pour éviter que Veracel reçoive le label FSC, reflète l'indignation que provoque la prétention de certifier une entreprise qui a causé et continue de causer tant de malheur et de souffrances.

Lettre ouverte aux femmes et aux hommes de bonne volonté

Je vais parler de choses que j'estime très contradictoires. Comment comprendre la certification des PLANTATIONS D'ARBRES ? La question n'est pas si simple qu'elle paraît. Il ne s'agit pas d'arbres indigènes du biome MATA ATLANTICA, où je suis née, où j'ai grandi et où j'ai été témoin de plusieurs cycles de destruction, mais qui ne sont rien par rapport à ce dernier : la monoculture de l'eucalyptus ! J'ai vu abattre la forêt pour la remplacer par des eucalyptus. JE L'AI VU. J'ai vu s'épuiser les fleuves, les ruisseaux et les sources. J'ai vu un travailleur rural, un homme de la campagne qui ne sait ni lire ni écrire, qui n'a appris qu'à travailler la terre, arriver en pleurs dans la ville avec ses dix ou onze enfants, effrayé de l'avenir incertain. Les plus grands vendent maintenant de la drogue aux coins des rues, certains ont déjà été en prison et l'aîné a été tué par la police. Comme ça, parce qu'il s'agissait d'un bandit dangereux ! Et le père répète en pleurant, comme s'il voulait se convaincre que ce n'est pas de sa faute, je n'ai pas appris à mon fils à voler ni à tuer, non madame ! Je lui ai appris à semer et à récolter, le cycle des récoltes, ce qu'il faut planter à chaque saison. Il a appris, il était très bon à ça, mais nous avons perdu la terre...

Les plus jeunes et les petits-enfants, ceux dont le père a été tué, sont allés à SOS Vida pour se récupérer de la malnutrition profonde causée par le manque d'aliments.

Et je reçois maintenant un texte tiré de « Valor Econômico » dont le titre est « Veracel s'arme contre ceux qui s'opposent à l'usine » et qui dit : « L'industrie de la pâte est en train de réunir des informations statistiques commandées à des institutions indépendantes pour montrer les effets économiques et sociaux de ses entreprises et pour réfuter les critiques à l'égard de ses usines.

Veracel, fabricant de pâte situé dans l'extrême Sud de Bahia, publie aujourd'hui une étude qui signale que l'entreprise est déjà responsable d'environ 15 % du PIB agricole de la région. L'usine, qui a commencé à fonctionner en mai 2005, a eu à son compte 60 % de toute la croissance économique de la région dans la période 2003 – 2006.

'Nous savions que Veracel avait des effets positifs sur Bahia et sur la région, mais nous ne savions pas à quel point », dit le président de l'entreprise, Renato Gueron.

Il explique que l'une des raisons pour lesquelles l'étude effectuée par la division projets de la Fondation Getúlio Vargas (FGV) a été commandée était d'obtenir des renseignements concrets pour répondre aux opposants de l'usine de pâte. 'Il existe des organisations non gouvernementales aux motivations idéologiques, et d'autres groupes dépourvus d'arguments techniques, qui s'opposent au type d'activité que nous menons', allègue Gueron. »

Je fais partie du groupe qui, d'après le directeur de l'entreprise, a des motivations idéologiques et ne possède pas d'arguments techniques. Je suppose donc que ce que je vois n'est pas réel, car cela n'a pas été scientifiquement vérifié. Pour que ce soit scientifiquement vrai il me faut un technicien, un universitaire, qui suive les normes et les règles préétablies et manipulées, une personne qui ait lu des centaines de livres, qui dise dans un long rapport incompréhensible que ce que j'ai vu et vécu est vrai !

Pourtant, cette situation est perçue et vécue par les hommes, les femmes, les jeunes et les enfants. Tous les jours, nous éprouvons dans notre chair les conséquences néfastes de l'usine responsable à 60 % de la croissance économique régionale dans la période 2003 – 2006 ! Mais de quelle croissance parlez-vous, de la croissance pour qui ? Ils parlent sans doute des bénéfices distribués à Aracruz et Stora Enso, associées de Veracel. Il n'y a que cela de vrai, les profits sont vérifiés par des experts. Mais si personne n'essaie de vérifier que la population de la région vit dans la misère, comment le prouver ? Il y a des pauvres qui ont faim, des pauvres qui volent, et alors ? Ce qu'il faut c'est construire des prisons ! Il serait temps qu'il y ait une prison à Eunápolis !

La justice, les politiciens, les scientifiques et les actionnaires n'habitent pas ici et, s'ils le font, ils ont des services de sécurité privés et construisent de hauts murs pour protéger leurs maisons et leurs familles. Voilà les hommes de bien, les détenteurs de la vérité ! Il est vrai que la région a grandi du point de vue économique ; elle est déjà responsable de 15 % du PIB. Donc, oublions que, pour y parvenir, l'entreprise a coupé la Mata Atlántica ; que l'IBAMA lui a fait payer en 2005 une amende pour avoir empêché la régénération de 1 200 hectares de forêt ; qu'elle a été condamnée par l'IBAMA à payer une autre amende en 2007 pour avoir déversé du poison dans les sources ; que la justice a décidé qu'elle devait respecter la loi et retirer les plantations d'eucalyptus dans le voisinage des parcs nationaux (Pau Brasil, Descobrimento et Monte Pascoal) ; que la justice fédérale l'oblige maintenant à payer ce qu'elle doit aux travailleurs de l'Institut Veracel. Oublions aussi que cet institut n'était qu'une façade, où les enfants recevaient des vêtements neufs et des chaussures pour recevoir les visiteurs illustres qui venaient de Suède et de Finlande et que, lorsque ces visiteurs repartaient, les fonctionnaires devaient tout reprendre et les laisser en pleurs, pieds nus et vêtus de hardes ; oublions que l'entreprise ne remplit pas les conditions établies dans le permis environnemental octroyé par le Conseil de l'environnement de l'État de Bahia, par exemple qu'elle doit fournir du bois à d'autres usages pour éviter la pression sur ce qui reste de la Mata Atlántica et qu'elle ne doit pas acheter de petites propriétés sans l'autorisation du Syndicat des travailleurs ruraux ; oublions que seulement dans la municipalité d'Eunápolis, près de 7 000 familles ont quitté la campagne entre 1996 et 2000 parce que leurs terres ont été vendues à Veracel ; oublions qu'elle a détruit un village (Maurília) pour construire l'usine et que les habitants de ce village vivent maintenant dans la périphérie des villes, sans travail et dans la misère ; que dans la ville de Barrolândia, située à proximité de l'usine, il y a des gens qui meurent d'inanition parce qu'ils dépendaient des activités rurales mais ne trouvent plus autour d'elles que des plantations d'eucalyptus ; oublions qu'en plus de mourir de faim, ces personnes meurent de lèpre et de tuberculose ; oublions que cette entreprise ne respecte pas la législation du Brésil. Oublions tout et CERTIFIONS-LA.

L'objectif de Veracel est d'obtenir la certification du FSC (sigle du Forest Stewardship Council ou conseil de gestion forestière), une organisation non gouvernementale créée au Canada en 1993. Cette certification vérifie que tout le processus de production d'une entreprise, de la production des semences d'eucalyptus à la fabrication de la pâte, est respectueux de l'environnement, socialement juste et économiquement viable. D'après ce que nous avons pu constater, seule la condition d'être économiquement viable est remplie et ne concerne que les actionnaires étrangers. Le PEUPLE BRÉSILIEN n'y trouve que la misère, la faim et le chômage.

La plantation effrénée d'eucalyptus dans la région Extrême-Sud de Bahia s'est déjà emparée de presque toutes les

terres productives, des établissements agricoles traditionnels, des villages campagnards les plus importants, des chemins, des ruisseaux, des hameaux centenaires, bref, de tout ce qui compose la culture d'un peuple.

Tout cela a été obtenu par l'entreprise au moyen de fausses promesses et de mensonges. La population régionale a été dupée par le pouvoir économique et la capacité intellectuelle des techniciens de l'entreprise. Aujourd'hui, les habitants de la région sont conscients des méfaits de Veracel ; nous trouvons régulièrement dans la presse des manifestations populaires accusant l'entreprise d'irrespect et d'irresponsabilité.

Accorder la certification à une entreprise comme Veracel équivaut à dire que le PEUPLE BRÉSILIEN ne doit pas exister, que le PEUPLE BRÉSILIEN est condamné à mourir de faim.

Eunápolis, 20 juin 2007

Ivonete Gonçalves, enseignante et coordinatrice exécutive de CEPEDS – Centro de Estudos e Pesquisas para o desenvolvimento do Extremo Sul – Bahia.

I. Gonçalves est née et vit à Eunápolis, municipalité victime de la monoculture de l'eucalyptus et de l'usine de pâte de Veracel.

[index](#)

---

### – Équateur : clameur populaire pour la révision du plan agro-forestier

En application de plusieurs programmes et initiatives étatiques et sous les auspices de certains organismes de coopération internationale, la monoculture d'arbres de croissance rapide s'est installée dans les trois régions continentales de l'Équateur et se propage rapidement, souvent au détriment d'écosystèmes primaires.

Qu'il s'agisse des plantations pour le piégeage de carbone dans la région du paramo, des plantations de pins dans la Sierra centrale ou des plantations d'eucalyptus et de palmier dans la zone tropicale de la province d'Esmeraldas de la région du Chocó, le modèle est toujours le même : la monoculture à grande échelle pour le marché d'exportation et pour le profit de l'agro-industrie. Elles balayent sur leur chemin les économies locales, les modes de vie et la culture des populations et leur souveraineté alimentaire, l'eau, le sol, l'avenir...

Face à cette situation, de nombreuses communautés affectées se sont réunies le mois dernier et présenté la lettre suivante :

« Lettre ouverte au Président Rafael Correa et à la population de l'Équateur au sujet du Plan national d'afforestation et du Plan agricole national

Les organisations indigènes, afro-descendantes et paysannes, réunies dans la ville de Quito le 24 mai 2007 pour analyser les plans nationaux agricole et d'afforestation, souhaitent faire part de leur inquiétude à Monsieur le Président Rafael Correa.

Sachant que votre gouvernement considère comme prioritaire d'oeuvrer en faveur des populations traditionnellement exclues, à savoir les peuples indigènes, les afro-descendants et les paysans de ce pays, nous avons mis notre espoir en votre gestion car, traditionnellement, les politiques de l'État ont toujours avantagé et continuent d'avantager les grands propriétaires terriens, les grands producteurs et les exportateurs de produits agricoles, au détriment de l'économie paysanne.

Or, nous avons vu que le programme de l'actuel Ministre de l'Agriculture suit la même tendance, et que la Patrie continue d'appartenir à un petit nombre. Il privilégie l'agro-industrie, encourage la monoculture et prétend renforcer un

paquet technologique qui porte atteinte aux ressources naturelles, le sol, l'eau, la diversité biologique, et aggrave les inégalités à la campagne et le processus d'appauvrissement des paysans. La plantation de produits pour la fabrication de biocarburants est encouragée sans tenir compte des revendications de souveraineté alimentaire et de défense des droits collectifs des nationalités et des peuples.

En outre, l'afforestation proposée se ferait en régime de monoculture, ce qui est anti-écologique ; elle serait faite sans études préalables sur les conséquences pour les modes de vie ruraux et paysans, et viserait uniquement la plantation d'arbres pour l'industrie et l'exportation.

Les organisations rurales de paysans, d'afro-descendants et d'indigènes de l'Équateur présentes à la rencontre, sujets fondamentaux des politiques d'État, demandent que le gouvernement national de l'économiste M. Correa exige à son Ministre de l'Agriculture que sa politique soit cohérente avec le projet de réformer l'Équateur en bénéfice de la population la plus pauvre du pays.

Les organisations rurales, paysannes et indigènes de l'Équateur présentes à cette rencontre demandent :

1. Une réforme agraire intégrale qui contrôle et élimine la concentration de terres et qui permette un accès juste des petits producteurs aux moyens de production.
2. La protection et l'encouragement de la production agro-alimentaire nationale, en mettant l'accent sur les programmes de production durables gérés conjointement par les organisations rurales du pays.
3. Que la diversité biologique, les ressources phylogénétiques et les savoirs traditionnels soient protégés en empêchant le développement des plantations agricoles et forestières qui les affectent et en évitant l'introduction de semences transgéniques et de paquets technologiques nuisibles.
4. Des politiques pour le secteur agricole qui respectent la diversité des peuples et des nationalités, des paysans et des paysannes, et qui encouragent la pluralité culturelle ; la reconnaissance de la contribution des femmes aux processus de production souverains.
5. Que toute politique agricole et forestière soit formulée avec une participation fondamentale des organisations paysannes, indigènes et afro-équatoriennes, en respectant leurs modes de gestion propres et en garantissant leur contrôle des ressources naturelles de leur territoire.
6. Que la souveraineté alimentaire soit garantie au plan local et national, en veillant à ce que des ressources telles que la terre et l'eau soient affectées en priorité à la satisfaction des besoins alimentaires de la population plutôt qu'à n'importe quelle activité extractive (minière, pétrolière ou forestière), et que l'eau soit réservée à la consommation humaine et non aux barrages hydroélectriques.
7. L'État doit affecter ses ressources à garantir la satisfaction des demandes mentionnées et non à avantager l'agro-industrie ; il ne doit pas promouvoir des mécanismes d'endettement qui mènent à une commercialisation injuste des terres.

Nous nous adressons à vous, Monsieur le Président, pour que ce 24 mai où nous fêtons l'indépendance de l'Équateur soit le jour où les organisations paysannes, indigènes et afro-descendantes fêteront la fin de la longue nuit néolibérale.

[Signatures] »

Informations envoyées par: Acción Ecológica, email: [cbosques@accionecologica.org](mailto:cbosques@accionecologica.org)

---

## **- Indonésie : vision commune sur les moyens d'enrayer l'expansion des plantations d'arbres à pâte**

Les représentants de vingt-cinq ONG et organisations communautaires indonésiennes se sont réunis à Riau, Sumatra, le 13 janvier 2007, pour faire entendre leurs graves inquiétudes au sujet des effets de l'industrie de la pâte et du papier et de ses plantations d'arbres de croissance rapide sur les forêts et les gens.

Dans le cadre du programme dénommé HTI (Hutan Tanaman Industri, Développement des plantations industrielles d'arbres et de l'industrie de la pâte) lancé par le gouvernement au début des années 1980, plus de cinq millions d'hectares ont été affectés à la monoculture d'arbres de croissance rapide (Acacia mangium et eucalyptus) pour approvisionner l'industrie de la pâte, du papier et de la rayonne. Cette expansion massive a déjà démarré et vise à transformer les forêts anciennes en plantations d'arbres, en plus des plantations d'hévéas et de palmiers à huile.

Les représentants des organisations de la société civile, après avoir délibéré sur les demandes essentielles qu'il fallait adresser à l'industrie de la pâte et du papier et au gouvernement, ont signé et présenté un document où ils expriment leur conviction que l'expansion des plantations d'arbres à pâte « a dépassé toutes les limites que les forêts et l'humanité puissent supporter ».

Dans le but d'inclure le pays dans le marché mondial du papier en tant que fournisseur de matière première bon marché, la nature a été exploitée jusqu'à l'épuisement et les habitants des forêts ont été dépossédés et condamnés à la souffrance. Le document signale : « L'usage des forêts pour satisfaire la demande en matière première de l'industrie de la pâte et du papier pour la consommation internationale s'est accompagné d'une série terrible d'expropriations et de violations des droits des populations, qui a laissé des cicatrices. Nous avons vu comment les rouages du marché, facilités par plusieurs politiques gouvernementales, ont favorisé de façon directe ou indirecte des pratiques commerciales qui ont nui aux moyens de vie de la population et à l'environnement dans son ensemble. »

Les effets adverses de l'industrie de la pâte et du papier sur l'environnement et sur les communautés voisines privent ces dernières de leurs moyens de vie et sont la cause de conflits sociaux et de la misère. Ainsi, le document exhorte à « sauver d'une catastrophe inimaginable les forêts qui restent et protéger les droits des populations autochtones et locales dans toutes les zones affectées par les plantations d'arbres et les usines de pâte et de papier ».

Les parties concernées ont maintenant « une vision commune de la reconstruction et la transformation qu'il faut appliquer à l'industrie de la pâte et du papier de l'Indonésie ».

Elles déclarent : « En échangeant nos expériences en matière d'organisation et de soutien des communautés affectées et en discutant sérieusement sur l'industrie de la pâte et du papier, nous sommes parvenus à certaines conclusions qui nous portent à réclamer ensemble des changements de politique, dans le but de mettre fin à toutes les pratiques nuisibles et à toute expansion future de cette industrie. En travaillant ensemble et chacun à sa manière, nous avons l'intention de suivre de près tous les instruments politiques au cours des prochaines années et de pousser à les modifier ou à les réformer.

À partir de ces expériences, nous avons rédigé cette Vision commune des changements à introduire dans l'industrie de la pâte et du papier de l'Indonésie, qui concernent les politiques, l'industrie et la situation sociale.

**BUT**

Faire en sorte que les droits et les intérêts des communautés locales et autochtones soient respectés et que les impératifs d'ordre écologique soient prioritaires au moment de satisfaire la demande de papier indonésien.

## OBJECTIFS

1. Intervenir dans les initiatives politiques locales, nationales et internationales favorables à l'expansion des plantations d'arbres à pâte et de l'industrie papetière en Indonésie.
2. Élargir la reconnaissance des pratiques forestières durables des communautés locales et autochtones.
3. Fermer les usines de pâte et de papier qui provoquent la pollution de l'environnement et portent atteinte aux intérêts des communautés ; éviter la construction de nouvelles usines ; arrêter l'expansion des plantations d'arbres à pâte. »

La prochaine action prévue par les OCS est d'organiser une réunion stratégique complémentaire dans le courant de l'année.

Article fondé sur "CSOs take a stand on pulp", Down to Earth N° 73, mai 2007, adresse électronique : [dte@qn.apc.org](mailto:dte@qn.apc.org), <http://dte.qn.apc.org>.

[index](#)

---

### – Réunion en Europe avec des banquiers, à propos de finances et d'usines de pâte

L'entrée de la banque est loin d'être à l'échelle humaine. Le bâtiment de verre et d'acier se dresse devant les visiteurs comme une machine géante, impeccablement propre, faite peut-être pour avaler les gens et fabriquer de l'argent.

Je me suis rendu au siège de la banque la semaine dernière, pour assister à une réunion organisée par l'ONG allemande Urgewald, où il serait question du financement que les banques accordent à l'industrie de la pâte. La réunion a eu lieu au 50e étage : de là-haut, la vue est spectaculaire. Le soleil brillait et se reflétait sur le fleuve qui serpente à travers la ville. Je n'avais pas l'impression d'être dans le ventre de la bête capitaliste. Une douzaine de banquiers des sept banques principales se sont présentés pour entendre les exposés de six ONG. (La réunion s'est déroulée suivant la règle de Chatham House, qui dit que je suis libre d'utiliser les informations reçues mais sans dire qui était là ni ce que chacun a dit.)

Avant la réunion, j'avais calculé que l'industrie de la pâte avait l'intention d'augmenter sa capacité de production d'environ 25 millions de tonnes au cours des cinq prochaines années. La plupart de ces plans concernent le Brésil, l'Uruguay, la Russie, la Chine, l'Australie et l'Indonésie. Même en supposant qu'il y aura de nouvelles fermetures d'usines de pâte dans le Nord, il s'agit d'une augmentation de capacité très considérable. Au cours de la décennie passée, l'industrie s'est développée au rythme d'environ un million de tonnes par an. À présent, elle entend multiplier ce rythme par cinq. Or, il est devenu évident pendant la réunion que mes 25 millions étaient très en dessous de la vérité : trois nouvelles usines de pâte sont prévues en Russie et une en Malaisie, que je n'avais pas comptées dans mes estimations.

L'évolution en dents de scie de l'industrie de la pâte est directement liée à sa surcapacité de production. Quand le prix de la pâte monte, elle se développe. Quand toute la nouvelle production entre en circulation, les prix tombent. C'est déjà arrivé à plusieurs reprises, et tout semble indiquer que c'est sur le point d'arriver encore une fois.

Les banquiers ont entendu parler des promesses faites il y a 20 ans en Indonésie : l'industrie de la pâte allait apporter la prospérité, créer des emplois et sauver les forêts, en donnant au bois une utilité économique. La réalité est que l'industrie a apporté la pollution, peu d'emplois, des conflits sociaux, des litiges en matière de droits fonciers et la destruction de grandes étendues de forêt. Elle a même remplacé les forêts par des plantations. Aujourd'hui, à Sumatra, les entreprises papetières sont en train d'abattre les forêts de tourbière et d'assécher les marais pour y établir des plantations. Ce faisant, ils libèrent dans l'atmosphère les grands volumes de carbone stockés dans la tourbe.

Du fait que l'industrie de la pâte utilise le bois comme matière première, il faut d'énormes plantations industrielles d'arbres pour alimenter les usines de pâte actuelles, qui produisent un million de tonnes par an. Il est inévitable que cela provoque des conflits, car ces grandes étendues de terre ne sont pas tout simplement des terrains vagues. Au Brésil, les conflits autour des droits fonciers sont de plus en plus nombreux et le Mouvement des travailleurs sans terre a souvent visé les plantations d'eucalyptus appartenant à l'industrie de la pâte quand il a organisé des occupations de terres.

Les banquiers ont entendu parler des effets que les plantations industrielles d'arbres ont sur l'eau. Que les puits tarissent, que le niveau de la nappe phréatique baisse, que les fleuves saisonniers restent à sec en permanence, que les marais s'assèchent, que les sources d'eau douce pour boire et laver disparaissent, et qu'il devient impossible de cultiver des produits de base, tel le riz, dans des champs entourés de plantations d'arbres.

Les banques ont entendu aussi des suggestions sur l'adoption de normes pour éviter d'investir dans les projets de plantation et de production de pâte les plus mauvais. Ils ont entendu parler d'un projet cartographique qui permet de dessiner les forêts anciennes. Ils ont entendu parler d'une série d'instruments prévus par la législation internationale qui seraient applicables, par exemple, dans les cas de violations des droits de l'homme associées aux usines de pâte. Ils ont entendu dire que plusieurs banques commerciales nord-américaines, néerlandaises et britanniques avaient adopté des politiques forestières, en partie pour éviter de participer à des projets destructifs comme ceux d'APP et d'APRIL en Indonésie. L'ABN Amro prévoit d'appliquer sa politique forestière à toutes les activités de la banque et non seulement au financement de projets, ce qui est très important dans le secteur de la pâte, parce la plupart des usines sont financées par le biais de bons, d'actions et de prêts commerciaux en général.

De leur côté, les banques nous ont dit qu'elles n'avaient pas les moyens de mettre au point leurs propres politiques forestières. À ce qu'il paraît, même la vérification des projets leur pose des problèmes. Certaines banques ont dit que lorsqu'un projet était couvert par la compagnie allemande d'assurance-crédit Euler Hermes, l'investissement se faisait sans trop d'analyse. Il s'agit là d'une très mauvaise nouvelle pour les ONG qui luttent depuis des années pour qu'Euler Hermes définisse des critères solides lui permettant d'exclure les projets destructifs pour la société et l'environnement. En 2004, Euler Hermes a accordé à APP Chine une assurance crédit à l'exportation, malgré les problèmes que cette entreprise avait causés en Indonésie. En Chine, APP a abattu illégalement une forêt de Yunnan et établi des plantations dans des zones réservées de Hainan, le tout ayant été documenté par Greenpeace Chine.

Nous avons donc signalé qu'il était problématique de se fier à Euler Hermes. Eh bien, il y a la politique forestière de la Banque mondiale, ont répondu les banques. Ou les approches communes de l'OCDE pour les agences de crédit à l'exportation. Ou les Principes d'Équateur. N'importe quoi, plutôt que d'admettre que les banques devraient examiner d'un oeil critique leur implication dans les problèmes généralisés que provoquent l'industrie de la pâte et les plantations industrielles d'arbres. C'est plutôt difficile à accepter de la part d'institutions qui emploient des dizaines de milliers de personnes et qui génèrent chaque année des milliards d'euros de bénéfices.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[index](#)

---

### – Thaïlande : une façade écologiste pour Advance Agro

Advance Agro est l'une des principales entreprises de pâte et de papier de la Thaïlande, et produit 427 000 tonnes de pâte et 470 000 tonnes de papier par an. Elle commercialise sa marque « Double A » de papier pour photocopie en l'entourant d'une série de déclarations de type écologiste. En 2007, une société australienne dénommée Access Economics a insisté sur ce point en publiant un rapport intitulé « Avantages écologiques du papier Double A ».

Le rapport compare la fabrication de pâte et de papier dans plusieurs pays, en attribuant un prix aux effets négatifs de la production de pâte sur l'environnement, et conclut que le coût environnemental du papier Double A est inférieur à celui de toutes les autres papeteries analysées. Rien de surprenant, puisque le rapport a été commandé par Advance Agro et Mango Communications (une entreprise de public-relations embauchée par Advance Agro en novembre 2006). Néanmoins, il est intéressant de voir comment les consultants d'Access Economics sont arrivés à une telle conclusion.

Premièrement, ils ont ignoré le dossier d'Advance Agro. Le rapport affirme que « la fabrication du Double A n'endommage aucune forêt ». Or, des forêts ont été détruites pour établir les plantations qui alimentent les opérations d'Advance Agro. Cette entreprise fait partie du groupe Soon Hua Seng : en 1990, cent employés de Suan Kitt (filiale de Soon Hua Seng) ont été arrêtés pour avoir abattu illégalement les arbres sur 1 600 hectares d'une réserve naturelle de la province de Chachoengsao, pour préparer l'établissement des plantations qui allaient alimenter les usines de pâte d'Advance Agro. Suan Kitt a été accusée aussi d'avoir défriché illégalement 4 800 hectares dans la province de Prachinburi. L'usine de pâte du groupe Soon Hua Seng allait s'appeler « Usine de pâte Suan Kitt » mais, après ce scandale, l'entreprise a décidé de s'appeler Advance Agro.

« Le rapport d'Access Economics est fondé sur les politiques actuelles de production de Double A et sur les processus actuels de plantation d'arbres », a dit Thirawit Leetavorn, vice-président exécutif régional d'Advance Agro, dans un courrier électronique adressé au WRM.

Deuxièmement, Access Economics fausse les données concernant la pollution. D'après une note au pied d'une table qui figure en annexe, il n'y avait pas d'informations sur les déversements d'eau usée d'Advance Agro. Donc, Access Economics a utilisé un chiffre qui correspond à la moyenne de deux usines finlandaises, « partant du principe que l'usine thaïlandaise qui produit le papier Double A applique la technologie finlandaise ».

Cette information étant une partie essentielle de toute analyse d'impact environnemental concernant la production de pâte et de papier, j'ai demandé à Thirawit Leetavorn de m'expliquer pourquoi Advance Agro n'avait pas fourni les informations requises. Je n'ai obtenu qu'un « non » pour toute réponse.

Les halogénures organiques absorbables (AOX) sont un groupe de composés chimiques qui se produisent quand le chlore réagit en présence du bois au cours du processus de blanchiment de la pâte. D'après Access Economics, la décharge d'AOX du papier Double A est de deux kilogrammes par tonne de pâte séchée à l'air. Il s'agit du chiffre le plus élevé parmi toutes les usines considérées (plus du double de la moyenne aux États-Unis, par exemple), mais le rapport ne mentionne nulle part ce fait.

J'ai demandé à Thirawit Leetavorn les rapports des 12 derniers mois concernant la mesure des polluants dans l'eau résiduelle. Il a refusé de me les fournir, mais il m'a assuré que « Double A veille à ce que les éléments contenus dans l'eau résiduelle soient mesurés suivant les standards écologiques les plus élevés ».

Troisièmement, Access Economics essaie de faire disparaître les plantations d'Advance Agro. D'après le rapport, Advance Agro obtient le bois des « eucalyptus cultivés par des agriculteurs sur les bords des rizières ». L'entreprise affirme qu'elle a des contrats avec un million d'agriculteurs. Thirawit Leetavorn m'a envoyé quelques jolies photos d'eucalyptus plantés le long des rizières. « Non, nous n'avons pas de plantations industrielles d'arbres », m'a-t-il écrit en réponse à ma question sur l'étendue des plantations de l'entreprise.

Il y a quatre ans, le WRM s'est rendu en Thaïlande. Nous avons parlé avec les paysans qui habitaient près des plantations, et ils nous ont dit qu'ils avaient vendu leurs terres à l'entreprise. Nous avons appris que l'entreprise avait établi des plantations d'eucalyptus jusqu'aux bords des rizières, et nous avons vu de grandes étendues de ces plantations.

Trois autres détails montrent bien que les plantations d'Advance Agro n'ont pas disparu dans la nature : Access Economics mentionne que « l'eau résiduelle traitée [est] utilisée pour irriguer les plantations d'arbres » ; dans un article de décembre 2006 sur Advance Agro, Pulp & Paper International signale que « la fibre provient de plantations commerciales d'arbres qui ont cinq ans » ; et sur l'un des sites web d'Advance Agro on lit : « Dans la production du papier Double A, nous utilisons la matière première de nos propres plantations ».

Advance Agro prévoit maintenant de construire une nouvelle usine de pâte de 500 000 tonnes par an, et une nouvelle papeterie de 500 000 tonnes par an. L'étude de faisabilité a été faite en 2006 par la société conseil finnoise Pöyry. Advance Agro a présenté une évaluation d'impact environnemental aux autorités thaïlandaises, et elle négocie avec Mitsubishi (Japon), Voith (Allemagne) et Metso (Finlande) l'achat de l'équipement. Le rapport d'Access Economics est un outil publicitaire, dont le but est d'augmenter les ventes de Double A en Australie, en prévision de cette expansion future de la capacité de production de pâte et de papier. C'est du marketing à la sauce verte.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[index](#)

---

## LES AGROCARBURANTS

### – Les agrocarburants : un pas de plus vers la concentration du pouvoir

Les agrocarburants ont été inscrits avec tambours et trompettes sur les agendas des gouvernements du Nord... et du Sud. Ils promettent l'indépendance énergétique, des affaires, la solution du réchauffement planétaire, davantage de devises, des affaires et encore des affaires.

Ils suscitent également des prises de position politico-régionales. Lors de son passage si controversé en Amérique latine, le président des États-Unis a cherché à établir une alliance avec le Brésil autour de l'éthanol. Cuba s'est manifestée contraire aux agrocarburants, ainsi que le Venezuela et la Bolivie. D'autres regardent, écoutent et se taisent... mais les agrocarburants sont là sur leurs agendas, et des cadres juridiques sont créés pour les habiliter.

La possibilité de les faire avec de l'huile de cuisine usagée, de la paille de riz, de l'herbe ou du chaume peut donner l'impression qu'il s'agit d'une bonne manière d'utiliser et de recycler les ressources. Mais, à vrai dire, quand on regarde la fièvre des agrocarburants à l'échelle macro, on s'aperçoit que ces derniers font partie d'un paquet très différent, qui comprend l'intensification de l'agriculture industrielle (toujours en régime de monoculture) appliquée aussi bien aux produits alimentaires qu'aux arbres, et la transformation de grandes surfaces de terres cultivables en plantations pour la génération d'énergie, le tout dans les pays du Sud. Bref, encore un coup de manivelle de la colonisation, et une nouvelle poussée vers l'accumulation du pouvoir.

Dans le cas de l'éthanol de cellulose, les conditions sont idéales pour la concentration du pouvoir.

En ce qui concerne l'obtention de l'éthanol à partir de la cellulose des espèces ligneuses (le « treethanol », comme on l'appelle en anglais), les recherches actuelles suivent deux orientations principales :

- \* le traitement de la cellulose par hydrolyse avec des enzymes, et
- \* le traitement de la cellulose par conversion thermochimique

Dans le premier cas, on en est encore au stade du laboratoire et l'on applique la technologie génétique pour obtenir, d'une part, des enzymes transgéniques, et d'autre part, des arbres qui poussent plus vite, qui produisent moins de lignine, ou dont la cellulose soit plus facilement dégradable. La biologie de synthèse (une combinaison de génie génétique et de nanotechnologie) s'occupe de la création d'organismes tout à fait nouveaux, des enzymes dans ce

cas. À cela travaillent les entreprises Genencor (États-Unis), Novozymes (Danemark) et Diversa, en quête d'enzymes moins chers et plus efficaces. Ces techniques et ces recherches favorisent l'option de la monoculture, au détriment de la diversité des espèces, car il serait beaucoup plus coûteux de faire des recherches sur les multiples enzymes nécessaires pour dégrader la cellulose d'espèces d'arbres différentes.

Pour essayer de baisser le coût des enzymes (transgéniques ou synthétiques) qui permettent d'obtenir de l'éthanol cellulosique, des millions de dollars sont mobilisés. Parmi les grands investisseurs figure le ministère de l'Énergie des États-Unis, qui a accordé une subvention de 385 millions de dollars, pendant quatre ans, à six projets de production d'éthanol de cellulose. Le ministère de l'Agriculture de ce pays finance lui aussi de nombreux projets dans diverses universités nord-américaines.

Ainsi, l'éthanol cellulosique devient une nouvelle marchandise autour de laquelle se rassemblent des groupes puissants de divers secteurs, qui construisent un labyrinthe d'interconnexions, de fusions et d'alliances : des entreprises biotechnologiques telles que Diversa Corp, Genencor (États-Unis) et Novozymes Inc. (Danemark) ont des intérêts en commun avec l'industrie automobile, Ascoma (États-Unis) ou Volkswagen, et avec les entreprises pétrolières Chevron et BP. Pour atteindre leur but, elles ont l'appui de nombreux centres de recherche : Craig Venter (États-Unis), Scion et AgResearch (Nouvelle-Zélande), Swe Tree Technologies (Suède). De son côté, ArborGen (constituée par les entreprises papetières International Paper et Mead Westvaco et la société biotechnologique Genesis) évalue la possibilité de commercialiser des biocarburants cellulosiques.

L'obtention d'éthanol cellulosique par conversion thermo-chimique, que l'on fait dans des bio-raffineries, ouvre la voie à une autre série d'alliances. Les entreprises de pâte et de papier sont en train de s'associer à des entreprises chimiques, car il paraît qu'il serait relativement facile de transformer les usines de pâte en bio-raffineries thermo-chimiques ou intégrées, pour fabriquer de l'éthanol à partir de la cellulose. L'usine de pâte pourrait gazéifier la biomasse pour créer du gaz synthétique et le transformer ensuite en une série de combustibles et de produits chimiques. Pour les entreprises de pâte et de papier, il s'agit d'une opportunité commerciale qui leur permet d'accéder à un nouveau marché et de choisir le plus offrant.

La gazéification de la biomasse a donc fait converger les intérêts de l'industrie de la pâte et du papier et de l'industrie chimique. Certaines alliances ont déjà été concrétisées, comme celle de l'entreprise forestière Weyerhaeuser avec la pétrolière Chevron.

Il s'agit là d'un des aspects les plus inquiétants des agrocarburants : ils réunissent des acteurs puissants de secteurs différents, qui n'avaient jamais collaboré aussi étroitement, de sorte que la concentration du pouvoir mondial fait un saut en avant.

Pourtant, un autre processus est également généré, qui va dans le sens contraire. La résistance à l'avancée des agrocarburants et à l'accroissement de l'usurpation qu'elle comporte augmente la synergie entre les organisations et les mouvements sociaux qui menaient auparavant des combats parfois parallèles. Les communautés paysannes, qui voient menacées leurs méthodes agricoles bio-diverses ; les communautés indigènes de la forêt, dont l'habitat risque d'être détruit par l'expansion des cultures énergétiques ; ceux qui défendent l'eau et la terre, inquiets de voir avancer un type d'agriculture qui accapare l'eau et la terre ; ceux qui luttent pour les droits de l'homme, car les groupes de pouvoir avancent en piétinant les droits des peuples.

Tous ces mouvements commencent à se rassembler pour résister à cette nouvelle attaque et unissent leurs forces pour dénoncer ce qu'il y a derrière : un mode de production, de commercialisation et de consommation irresponsable, impitoyable et inhumain. Au cours du processus commencent à prendre forme d'autres valeurs, d'autres principes, d'autres options, un autre monde.

Raquel Núñez, WRM, adresse électronique : [raquelnu@wrm.org.uy](mailto:raquelnu@wrm.org.uy)

---

## **– Des plantations d’eucalyptus pour fabriquer des biocarburants : de mal en pis**

De plus en plus, la ruée vers l'utilisation de la biomasse comme source alternative d'énergie censée réduire les émissions de CO2 dissimule ce qui se cache derrière le réchauffement planétaire et le changement climatique : un mode de consommation inviable.

Les approches réductionnistes font appel à des solutions plus nuisibles que le problème : tel est le cas d'un grand projet européen, qui considère avec beaucoup d'enthousiasme que les plantations industrielles d'eucalyptus vont rendre moins polluante la fabrication de l'acier.

Dirigé par les principaux fabricants d'acier de l'Europe, le projet ULCOS (Ultra Low CO2 Steelmaking), qui concerne la sidérurgie à émissions réduites, compte la participation du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et son objectif principal est de remplacer les combustibles fossiles par de la biomasse, en provenance surtout de plantations d'arbres dans les tropiques.

En plus de mettre au point des méthodes plus efficaces pour transformer la biomasse en charbon, le projet s'occupe de l'approvisionnement en biomasse, et le CIRAD fait des recherches sur la disponibilité de cette biomasse dans des plantations d'eucalyptus. Il a déjà identifié « de bons candidats » pour la production de biomasse, c'est-à-dire pour l'établissement de plantations industrielles d'eucalyptus.

Ces candidats sont le Brésil, dont le CIRAD estime qu'il y aura 46 millions d'hectares disponibles en 2050, et certaines régions de plusieurs pays d'Afrique centrale : le Sud du Congo, l'Ouest de la République démocratique du Congo, le Nord et l'Est de l'Angola, l'Ouest de la Zambie, l'Ouest et le Sud de la Tanzanie, le Nord du Mozambique et le centre et l'Est de la République centrafricaine, qui totaliseraient encore 46 millions d'hectares.

Cela veut dire que la surface des plantations d'arbres en régime de monoculture devra augmenter, et donc les effets négatifs qu'elles ont sur le sol, l'eau, la diversité biologique et les moyens d'existence. Pire encore, l'établissement de plantations de cette envergure risque de détruire les écosystèmes existants (comme cela arrive déjà), tels que les prairies, les forêts, les tourbières ou les marais, dont les populations des lieux tirent leur subsistance. En outre, une telle destruction implique de libérer d'énormes volumes de gaz à effet de serre. Ainsi, les projets de ce genre sont sapés à la base.

En remplaçant un problème grave (le volume de combustibles fossiles que l'on brûle) par les autres problèmes que comporte la plantation d'eucalyptus de croissance rapide (l'invasion d'écosystèmes de grande diversité et l'épuisement de l'eau et du sol) on ne réussira qu'à aggraver la situation. Et, pendant ce temps-là, le climat continuera de changer.

Article fondé sur des informations tirées de : "Ultra low carbon steelmaking process", <http://www.engineerlive.com/features/17481/ultra-low-carbon-steelmaking-process.html>.

---

## **LE COMMERCE DU CARBONE**

### **– Les nouvelles règles proposées pour le MDP vont encourager le déboisement et subventionner l'industrie des plantations**

À la déception de quelques-uns et au soulagement de certains autres, les projets de plantation d'arbres et, en particulier, ceux qui se caractérisent par la monoculture à grande échelle, s'efforcent maintenant d'obtenir une nouvelle subvention dans le cadre du mécanisme pour un développement propre du Protocole de Kyoto : dans les trois années écoulées depuis l'adoption des normes à appliquer aux projets de boisement et de reboisement et après douze séries de candidatures, une seule plantation, située en Chine, a été enregistrée en tant que projet MDP.

Cette situation va changer, maintenant que le groupe de travail du MDP chargé de ces projets de plantation a recommandé certaines modifications (1). En effet, ces modifications rendront éligibles de grandes étendues de plantations industrielles dont la gestion est controversée. Elles introduisent en outre un encouragement au déboisement de terres qui, après 1990, étaient boisées : un projet proposé en tant que MDP serait acceptable, suivant les nouveaux critères d'éligibilité, s'il avait lieu à un endroit qui n'était peut-être pas boisé le 31 décembre 1989 mais où une forêt secondaire a poussé depuis. D'après les nouvelles règles, rien n'empêcherait que cette forêt secondaire qui s'est développée après le 31 décembre 1989 ne soit éliminée, et qu'une entreprise de plantation y établisse ensuite une plantation d'arbres accréditée au titre du MDP. Or, une telle pratique, non seulement risque de porter atteinte à la société et à l'environnement et de subventionner l'industrie de plantation, mais elle n'aboutit à aucune réduction des émissions puisque, sans le projet, la forêt secondaire aurait continué d'exister.

En plus d'encourager le déboisement de zones qui sont devenues des forêts après le 31 décembre 1989, les changements proposés rendraient éligibles au titre du MDP les projets de replantation après la récolte rotative de bois. Si les nouvelles règles sont approuvées par le Conseil d'administration du MDP, les entreprises de plantation pourront faire leurs opérations de récolte habituelles, remplir les nouvelles conditions d'éligibilité et augmenter leur marge de bénéfices en vendant des crédits carbone MDP pour le rétablissement de la plantation après la récolte en question. Le texte exige à l'entreprise de démontrer que « la terre n'avait pas été intentionnellement transformée en terre non boisée dans le but de mettre en oeuvre une activité de boisement ou de reboisement MDP », mais il sera sans doute possible de remplir cette condition.

### Comment cela va-t-il fonctionner ?

Une entreprise de plantation fait des récoltes rotatives régulières. Ensuite, elle présente une demande au MDP en alléguant que, sans financement additionnel, elle ne pourra pas replanter (c'est ce que V&M Florestal et Plantar ont fait en 2003-2005). L'argument de l'entreprise de plantation convainc les experts du MDP qu'il ne sera pas suffisamment rentable de replanter, à moins que le MDP lui apporte de l'argent supplémentaire. Le projet – l'établissement d'une plantation en régime de monoculture – sera probablement considéré comme additionnel, et le MDP fournira à l'entreprise du financement supplémentaire pour qu'elle fasse la même chose qu'elle fait déjà : rétablir les plantations après la récolte rotative habituelle.

Il ne manque pas de terres défrichées avant 1990 où la restauration de la forêt par les communautés aurait des avantages écologique et sociaux. Or, d'après la liste des projets de plantation proposés au MDP, ce n'est pas là que réside l'intérêt de la plupart des candidats. La grande majorité des projets concernent l'établissement de grandes plantations commerciales pour l'extraction de bois. Les nouvelles règles, si elles étaient adoptées dans leur forme actuelle par le Conseil d'administration, rendront éligibles au titre du MDP de vastes étendues qui, à l'heure actuelle, ne le sont pas. Cette subvention MDP qui découle de la vente de crédits de carbone risque d'accroître la rentabilité des plantations, à des endroits où il serait bien plus raisonnable, du point de vue économique, écologique et social, d'affecter la terre à d'autres usages, et où il existe des conflits fréquents entre les populations locales et les entreprises de plantation. Le rapport 2003 du CIFOR sur le « bois rapide » (*fast wood*) concluait que « plus vite on éliminera ou, du moins, on réduira drastiquement, les subsides aux plantations commerciales, mieux cela vaudra ». Ce serait ironique que le MDP, dont l'objectif est de promouvoir le développement durable, fournisse justement le type de subsides qui, d'après le rapport du CIFOR, de nombreuses publications du WRM et d'autres encore, ont déjà eu une foule de conséquences négatives pour la société et l'environnement.

(1) Disponible sur [http://cdm.unfccc.int/public\\_inputs/EB31\\_ARWG\\_Land\\_eligibility/index.html](http://cdm.unfccc.int/public_inputs/EB31_ARWG_Land_eligibility/index.html).

---

## – Brésil : troisième tentative de V&M d'inscrire ses plantations au MDP

Le 22 janvier dernier, Vallourec & Mannesmann (V&M) a présenté au Mécanisme de développement propre le projet intitulé « 0143 UTE Barreiro S.A Renewable Electricity Generation Project ». Il s'agit de la troisième fois que cette entreprise, le plus grand fabricant du monde de tubes sans soudure en acier, essaie d'obtenir des fonds dans le cadre du MDP. Le projet enregistré apportera à V&M 67 954 crédits de carbone qui pourront être vendus à des entreprises du Nord qui préfèrent les acheter plutôt que d'avoir à réduire leurs émissions chez elles.

Il s'agit d'un projet prétendument « d'énergie renouvelable » qui consiste à construire et à faire fonctionner au gaz de haut fourneau et au goudron de bois une usine thermoélectrique qui génère une partie de l'électricité nécessaire à l'usine sidérurgique de V&M (Usina Siderúrgica Integrada de Barreiro), réduisant ainsi l'utilisation de combustibles fossiles et les émissions de gaz à effet de serre.

D'après le plan de développement du projet (PDP), « le goudron de bois est obtenu pendant le processus de carbonisation, où l'on produit du charbon avec du bois résultant d'activités forestières *durablement gérées* » (c'est nous qui soulignons). Le bois en question est celui qu'on extrait de ces plantations d'eucalyptus situées à Minas Gerais, au Brésil, où les gardes de l'entreprise V&M ont abattu le paysan Antônio Joaquim dos Santos en février 2007 (cf Bulletin n° 116 du WRM).

Par suite des plaintes portées au sujet de ce meurtre, et parce que les plantations de V&M étaient certifiées par le FSC, l'entreprise de certification SGS, accréditée par le FSC, a ordonné une enquête. Face à la possibilité de perdre le certificat, V&M a pris les devants et annoncé sa « décision volontaire de se retirer du FSC après 8 années d'étroits rapports », sous prétexte qu'elle n'approuvait pas la manière dont la SGS avait mené son enquête (cf Bulletin n° 116 du WRM).

Par ailleurs, ces plantations d'eucalyptus « durablement gérées » ont usurpé des terres préalablement occupées par des paysans qui s'efforcent maintenant de les récupérer. Elles ont suscité en outre des conflits avec les petits agriculteurs, concernant l'utilisation de produits chimiques, les routes bloquées, l'altération et la disponibilité des réserves d'eau.

En dépit de tout cela, Det Norske Veritas (DNV), l'un des nombreux évaluateurs des projets MDP, avait approuvé le projet de V&M concernant la substitution de combustible, où l'entreprise demandait des crédits carbone pour continuer à utiliser du charbon de bois dans ses usines sidérurgiques. V&M alléguait que, sans ces crédits carbone, elle ne pourrait pas maintenir les plantations qui, d'après elle et DNV, étaient durablement gérées, comme le prouvait le certificat du FSC.

Le Conseil d'administration du Mécanisme de développement propre a rejeté la demande et manifesté des doutes au sujet du scénario présenté par V&M, suivant lequel, sans davantage d'argent en provenance du carbone, la situation actuelle de l'industrie brésilienne du fer rendrait inévitable de se tourner vers le charbon minéral. Le panel des méthodologies avait exprimé son inquiétude à propos du « caractère immatériel de l'activité du projet et du risque moral que comporte le fait que [le projet] consiste à continuer de fonctionner comme à présent » (cf Bulletin n° 92 du WRM).

Néanmoins, le MDP a accepté le projet d'énergie « renouvelable » de V&M et, cette fois, les documents du projet ne disent nulle part que les plantations seraient en danger sans les fonds supplémentaires en provenance du carbone.

Laissant de côté cette contradiction entre les deux documents, le projet inscrit maintenant au MDP a un autre problème : V&M n'ayant plus de certificat du FSC, ses arguments concernant la « durabilité » et l'énergie « renouvelable » n'ont plus rien pour les étayer. Ainsi, le MDP devrait annuler immédiatement l'inscription du projet.

Tout ceci peut servir à montrer à quel point le caractère d'additionalité et de durabilité des projets MDP est impossible à vérifier, faute d'une évaluation appropriée ; il s'agit en outre d'un exemple parfait de l'usage du MDP que font les entreprises polluantes pour obtenir de l'argent supplémentaire au moyen des crédits carbone.

Jutta Kill, FERN / SinksWatch Initiative, adresse électronique : [jutta@fern.org](mailto:jutta@fern.org), [www.fern.org](http://www.fern.org), [www.sinkswatch.org](http://www.sinkswatch.org), et  
Raquel Núñez, World Rainforest Movement, adresse électronique : [raquelnu@wrm.org.uy](mailto:raquelnu@wrm.org.uy), <http://www.wrm.org.uy>.

[index](#)

---

Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts  
Ce bulletin est maintenant disponible également en espagnol, en portugais et en anglais  
Éditeur: Ricardo Carrère

Secrétariat International  
Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay  
Mel: [wrm@wrm.org.uy](mailto:wrm@wrm.org.uy)  
Site internet: <http://www.wrm.org.uy>

